

Unité départementale de l'Aisne
25 rue Albert Thomas
02100 Saint-Quentin

Lille, le 06/02/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

ARF

22 rue Jean Messenger
BP 137
59330 ST REMY DU NORD

Références : ARF22Rpref_543
Code AIOT : 0005103993

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2022 dans l'établissement ARF implanté Ancien site des Fours à Chaux de l'Aisne Lieudit Les Terres de Montigny 02800 VENDEUIL. L'inspection a été annoncée le 14/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARF
- Ancien site des Fours à Chaux de l'Aisne Lieudit Les Terres de Montigny 02800 VENDEUIL
- Code AIOT : 0005103993
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- Ied : Oui

La société ARF exploite sur les communes de Vendeuil et de Travecy une installation de prétraitement, regroupement, transit et traitement par incinération de déchets dangereux. Le site est classé Seveso seuil haut par dépassement direct des quantités seuil haut associées aux rubriques 4120 "Toxicité aiguë catégorie 2" et 4511 "Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2".

Il est soumis à la directive IED (BREF WI) pour la rubrique principale n° 3520 : "Élimination ou valorisation de déchets dans des installations d'incinération des déchets ou des installations de coïncinération des déchets, pour les déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 3 tonnes par heure, ou pour les déchets dangereux avec une capacité supérieure à 10 tonnes par jour".

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Dossier de réexamen IED

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dossier de réexamen IED	Code de l'environnement du 11/05/2017, article R.515-71-I	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans son dossier de réexamen IED déposé le 21/09/2021, reçu le 28/09/2021 à l'Unité Départementale de l'Aisne, l'exploitant ne demande pas de dérogation aux NEA-MTD.

Le « périmètre IED » de l'établissement, au sens de l'article R.515-58 du Code de l'environnement est constitué des installations suivantes :

- les cuves de stockage de déchets liquides (HPC, BPC, bacs de dépotage) et leurs zones de dépotage ;
- les installations de préparation, de stockage et de traitement de déchets solides ;
- les installations de préparation, de stockage et de traitement des fûts et conteneurs ;
- le silo de mousse polyuréthane broyée ;
- les installations de combustion, de post-combustion et de production d'électricité (turbine) ;
- la cuve enterrée de fioul pour le démarrage et le maintien à bonne température de la post-combustion ;
- les installations de traitement des fumées de combustion et les stockages de réactifs associés ;
- les stockages de résidus de combustion.

Les meilleures techniques disponibles (MTD) pour l'incinération des déchets qui sont applicables aux installations de l'établissement ont été définies dans le dossier.

L'exploitant déclare que ces installations ne sont à ce jour pas en conformité vis-à-vis de toutes les meilleures techniques disponibles pour l'incinération et le stockage des déchets qui lui sont applicables. Toutefois, la mise en conformité complète de ses installations avant les échéances réglementaires est accessible.

L'exploitant propose pour ce faire un calendrier de mise en conformité. Celui-ci ne concerne que les MTD suivantes :

- WI-4 : Décembre 2023. 3 campagnes (2ème semestre 2022 et 1 par semestre en 2023) seront réalisées ;
- WI-5 : Décembre 2023. Sur demande de l'Inspection, une mesure sera réalisée en 2023 lors de la phase démarrage du four après arrêt technique ;
- WT-23 : Juin 2023. Le plan d'efficacité énergétique est en cours d'élaboration. Le rapport relatif à l'efficacité énergétique sera transmis à l'Inspection en fin du 1^{er} semestre 2023.

Dans son dossier de réexamen IED, l'exploitant souhaiterait :

- un aménagement de prescription de son arrêté préfectoral consistant à relever la VLE pour la DCO dans les rejets d'eaux pluviales ;
- une modification du suivi de la qualité des eaux souterraines via un réseau de 3 piézomètres (1 en amont et 2 en aval) ;
- modifier le tonnage maximum prévisionnel de mâchefers et de REFIDD.

L'Inspection demande à l'exploitant de formuler ces modifications lors du dépôt d'un prochain "porter à connaissance".

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier de réexamen IED

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 11/05/2017, article R.515-71-I
Thème(s) : Situation administrative, Dossier de réexamen IED
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I - En vue du réexamen prévu au I de l'article R. 515-70, l'exploitant adresse au préfet les informations nécessaires, sous la forme d'un dossier de réexamen dans les douze mois qui suivent la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles. Pour tout ou partie des installations d'élevage, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté un délai supérieur, qui ne peut toutefois pas dépasser vingt-quatre mois.
Constats : En application de l'article R.515-71-I du Code de l'environnement, en vue de la mise à jour des prescriptions applicables à l'établissement au regard des meilleures techniques disponibles, l'exploitant adresse au préfet un dossier de réexamen dans l'année qui suit la date de publication des décisions concernant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD ou BREF) relatives aux activités couvertes par sa rubrique IED principale. Les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'incinération des déchets (BREF WI - Waste Incineration) qui concernent l'établissement au titre de sa rubrique IED principale 3520, sont parues au sein de la décision d'exécution (UE) 2019/7987 de la commission du 12/11/2019, publiée au Journal officiel de l'Union européenne le 03/12/2019. Un dossier de réexamen au regard des meilleures techniques disponibles était attendu de la part de l'exploitant auprès du préfet le 02/12/2020 au plus tard. Après relance de l'Inspection, l'exploitant a transmis ce dossier au préfet par courrier du 21/09/2021. Le dossier a été réceptionné à l'Unité Départementale de l'Aisne le 28/09/2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet